

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Le prix du porc grimpe. Le prix du pétrole baisse.
Mais que fait l'Organisation mondiale du Commerce ?

7 journalistes convoqués dans le 2^e sous-sol de la division antiterroriste.
Le pouvoir au bout du silence ?

Agenda militant

13 juin

[Top départ pour l'obtention des 4,7 millions de signatures pour le référendum sur le processus de privatisation d'ADP](#)

[On a 9 mois](#)

17 juin

[Grève du bac ?](#)
[Le kit grève du Snes](#)

21 juin

[Syllepse fête ses 30 ans](#)

30 juin

[Big bang au cirque Romanès !](#)
[Du neuf en politique ?](#)

7 juillet

Finale de la coupe du monde de foot féminin
Allez les femmes !

Vite, commençons par le commencement...

L'après Européennes voit surgir des appels à reconstruire une vraie gauche, à faire face à la montée de périls en ouvrant des perspectives transformatrices. On ne peut que partager cette volonté de sortir de l'impasse en se dégageant des esprits de boutiques.

Mais notons qu'il y a déjà eu de tels appels en 2002 quand Le Pen s'est hissé au 2^{ème} tour de la Présidentielle, après la victoire du NON au TCE en 2005, en 2006, 2016... Que faire pour que cette fois soit la bonne ?

Pour donner corps à une dynamique nouvelle, commençons par le « que voulons-nous ? »

Que vaut la dénonciation des logiques libérales sans affronter les fondements du capitalisme ? Sans mesures concrètes qu'il ne peut récupérer et qui dessinent les contours d'une autre organisation de la société ? Les 40 dernières années nous font croire que le nécessaire est impossible. Osons dépasser les limites de ce que l'on nous dit être raisonnable.

Peut-on ignorer que les abstentions- qui, de plus en plus sont des actes de boycott et non de la passivité -, les Gilets Jaunes, révèlent combien est rejetée la confiscation des pouvoirs des citoyens par le pouvoir de représentation des partis et des leaders ? Le système représentatif est désormais obsolète. Obsolescence sur laquelle Macron et l'extrême-droite tentent une nouvelle bipolarisation.

Si on ne veut pas y être engloutis, pensons que le nouveau ne viendra pas des partis engoncés dans la course à la représentativité. Hiérarchisons nos priorités : Gilets jaunes, Nuits Debout, manif sur le climat, mouvement des femmes, des migrants, des anti-racistes, et bien des luttes syndicales, ont démontré que la réserve de dynamique est dans l'accès aux responsabilités ouvert aux anonymes.

A juste titre, ces appels s'inquiètent de l'extrême droite. Mais la fascisation rampante du capitalisme ne se mesure-t-elle qu'aux élections ? La criminalisation de l'action revendicative avec l'A.N.I, la menace de supprimer le RSA à certains manifestants, la violence policière normalisée et même revendiquée, ce que révèle le procès des dirigeants de France Télécom quant aux méthodes patronales, en sont des étapes déjà franchies. Cela sans encore avoir eu à recourir à l'extrême-droite.

Le nouveau à construire, passe par tout mettre entre les mains des citoyen/es : l'élaboration et l'action qui la rende effective. On l'a déjà écrit mais maintenant c'est ça ou rien. Si on veut dépasser l'intention, c'est par là qu'il nous faut commencer.

Pierre Zarka



Algérie : le mouvement populaire à la croisée des chemins !



Le Conseil constitutionnel a officialisé le 2 juin l'annulation de l'élection présidentielle du 4 juillet. Il a, en même temps, « prolongé » le mandat de l'actuel chef de l'État par intérim, Abdelkader Bensalah, « jusqu'à l'élection du Président de la République » alors même que, selon la Constitution, celui-ci devrait s'achever le 9 juillet.

Il faut dire que cette élection à cette date était vouée à l'échec dès sa programmation, les Algérien-ne-s rejetant une élection organisée par les symboles de l'ancien régime et dans les mêmes conditions. Au fil des semaines, il devenait de plus en plus clair que celle-ci ne pouvait pas se tenir, même si, lors de chacune de ses interventions, le chef d'état-major de l'armée, Ahmed Gaïd Salah, insistait sur le respect de la « voie constitutionnelle ». Et malgré cet échec, le Président par intérim confirme que la seule solution c'est que cette élection ait lieu malgré tout à une date ultérieure, à quoi les foules, toujours aussi nombreuses lors des manifestations du vendredi, répondent en scandant « système dégage ».

Depuis la chute d'Abdelaziz Bouteflika, la rue algérienne s'est imposée comme le seul grand acteur politique face à une armée qui s'exprime par Ahmed Gaïd Salah et qui détient désormais, de façon claire, la totalité du pouvoir après avoir éliminé en les envoyant en prison Saïd Bouteflika le frère et éminence grise de l'ancien Président, les deux anciens chefs de la sécurité militaire et quelques milliardaires. Gaïd Salah parle, alternant main tendue et menaces, tentant d'imposer un point de vue brutal avant de s'adapter en fonction des réactions des contestataires dont la réponse ne varie guère : un « dégagisme » radical et généralisé.

Au moment où ces lignes sont écrites, l'issue de ce formidable mouvement populaire est incertaine. Il y a bien sûr un risque de solution du type de ce qui vient de se passer au Soudan où l'armée a brutalement réprimé, faisant de nombreux morts, le sit-in installé depuis des semaines à Khartoum pour exiger le transfert du pouvoir aux civils et s'est emparé de celui-ci.

Reste l'espoir que le mouvement populaire, qui a continué à montrer sa force pendant toute la période du ramadan et commence à s'organiser, restera suffisamment fort pour s'imposer face à l'état-major militaire et qu'un processus de transition démocratique finira par s'installer consacrant la rupture avec l'actuel « système » opaque et dictatorial !

● HENRI MERMÉ

À la recherche du big bang perdu



C'est une banale histoire de dockers CGT qui - fidèles à leurs traditions de lutte « contre l'impérialisme, [...] le pillage des ressources premières [et] les guerres géopolitiques » - refusent de charger des armes françaises sur un navire à destination de Ryad. Vieille tradition ouvrière. Vieil internationalisme en acte. Bang ! Et, bang sur le big, un zeste de « contrôle ouvrier », quand la CGT demande à consulter les documents officiels qui attestent qu'il s'agit de « matériel civil [...] et en aucun cas de matériel militaire ». Bang !

On ne peut que se féliciter que des flics coupables d'exaction contre les Gilets jaunes puissent être traduits en justice. Mais, disent certains hommes du rang, pourquoi les donneurs d'ordre échapperaient-ils à tout procès ? Le slogan CRS - SS - jouissif, mais déjà inapproprié en son temps - ne pourrait-il pas être avantageusement remplacé par ce bon vieux « Crosse en l'air », dont les arrêts-maladie qui se multiplient dans les cantonnements policiers ne sont que la version non politique ? Bang !

Pourquoi ne pas se donner les moyens de battre Macron (et le Capital) en organisant dans l'unité les référendums citoyens contre la privatisation d'Aéroports de Paris et des barrages, pour ouvrir la discussion sur les transports, l'aménagement du territoire, la propriété sociale ? Bang ! Et pourquoi ne pas se big-banguer pour l'appropriation collective de Whirlpool ou de General Electric ? Y'a qu'à se pencher pour moissonner les ingrédients du big bang !

● PATRICK SILBERSTEIN

Sachons voir l'invisible

Pour beaucoup d'éditorialistes et commentateurs politiques les dés sont jetés depuis les européennes. La droite conservatrice et la France Insoumise comparées à leurs résultats des présidentielles s'effondrent et l'ensemble de la gauche, écologistes compris, n'atteint pas les 30%. Selon ces thuriféraires de l'ordre établi l'avenir politique se jouera entre la droite nationaliste et la droite néolibérale et ils affirment que le mouvement des Gilets Jaunes s'éteint peu à peu. La preuve il y a de moins en moins de monde dans les rues le samedi. Même si la participation électorale a progressé, la réalité est que la droite macroniste et l'extrême-droite ne représentent chacune qu'à peine plus de 10% du corps électoral. La réalité est plus complexe que cela et il y a fort à parier que le mouvement des Gilets Jaunes refera parler de lui. Car ce mouvement est inédit tant dans sa forme que dans le fond. La question non résolue depuis des années est la nécessaire jonction entre le « social » et le « politique ». Une gauche explosée et incapable de construire un projet politique qui porte l'avenir est certes un handicap. Mais une réalité est incontournable : le mouvement des Gilets Jaunes marquera de son empreinte les mois à venir et obligera l'ensemble des forces syndicales et politiques de gauche à repenser leur stratégie et leur projet politique. Car un rapport de force ne se résume pas à un résultat électoral. Ce rapport de force doit se construire patiemment, avec opiniâtreté sur un projet politique. C'est le seul moyen de faire bouger durablement les lignes. Penser le monde dans sa/ses contradiction(s) c'est aussi regarder ce qui bouge et va de l'avant, dans le sens du progrès humain et de l'émancipation. Cela signifie poser des actes clairs pour affronter les fondements de la logique néolibérale. Le « déjà là émancipateur » est en germe, sachons comme le petit prince faire parler notre cœur et voir ce qui est invisible pour les yeux.

● DANIEL ROME

Fin du monde, fin du mois, même combat !

Sur terre, notre relation d'humains à notre environnement est liée à l'exigence qui est la nôtre de produire notre vie en puisant dans notre environnement. Cette capture qui va de la pierre taillée à la production désormais mortifère de Co2 s'effectue aujourd'hui selon le mode capitaliste.

Mais voilà la terre brûle, la crise écologique planétaire, nous y sommes. Les perturbations climatiques sont palpables ; accumulation de gaz carbonique, élévation des températures, fonte des glaciers, disparitions accélérées d'espèces animales... Aucune des prévisions des chercheurs n'est infirmée par l'expérience sensible des habitants. Il est même acquis que notre environnement est entré dans un état de crise tel que la présence humaine au monde est en péril.

C'est la relation des humains entre eux et avec leur environnement qui fait société.

Table ronde

Didier Aubé,
syndicaliste



Catherine Destom-Bottin,
communiste unitaire



Alain Lacombe,
ancien maire de Fosses 95



La crise écologique planétaire nous autorise-t-elle à contourner l'exigence de transformation active du mode de production de nos vies, autrement dit de nos sociétés ?

Didier Aubé

Si malheureusement, l'exploitation des travailleurs et des travailleuses semble ne pas connaître de limite (droit du travail, délocalisation des productions vers les pays les moins disant socialement et écologiquement, développement d'un autoritarisme d'État face aux mouvements sociaux...), il en va autrement de l'exploitation des ressources de la planète. Compte tenu des alertes répétées via les rapports du GIEC et les phénomènes météorologiques catastrophiques dont l'intensité s'accroît d'année en année, il faut se rendre à l'évidence, il y a urgence à changer de paradigme. Nos modes de production et de consommation, l'organisation de la vie sociale, tout doit être repensé dans le respect des individus et du milieu dans lequel ils vivent.

Alain Lacombe

« *L'écologie, c'est la science ayant pour objet les relations entre les êtres vivants (animaux, végétaux, micro-organismes) avec leur environnement ainsi que les autres êtres vivants* (dictionnaire Larousse) ». Et c'est cette relation des humains entre eux et avec leur environnement, qui fait société, d'autant plus que nous sommes à la fois partie intégrante

de la nature et devenus capables d'en modifier l'évolution, pour le meilleur et pour le pire... L'écologie ne peut donc continuer à être considérée comme une préoccupation accessoire, ou un supplément d'âme condescendant, mais bien comme un paramètre central pour les choix d'organisation de notre société. Et le social et l'environnemental ne sont pas concurrents mais intimement liés. Le développement capitaliste de la société le montre bien ; l'exploitation du travailleur et de la nature relève de la même logique productiviste.

Catherine Destom-Bottin

Si ce n'est quelque dipolodocus politicien, plus personne ne met en doute que le développement furieux de la production et l'exploitation hors limite des ressources de la planète depuis le début de « *l'ère industrielle* », menace le maintien d'une vie vivable sur terre. De surcroît, en même temps que les périls se multiplient, cette accélération de la possibilité

**L'exploitation
du travailleur
et de la nature
relève de la
même logique
productiviste.**

du pire rend plus palpable la responsabilité du capitalisme. En effet l'extension sans partage de ce mode de production à l'ensemble de la planète monde fait du capitalisme, fait de la façon capitaliste de vivre et travailler le coupable évident de l'état de la terre.

Pour autant si l'anticapitalisme est un positionnement mieux partagé qu'au siècle dernier les luttes n'ont pas le nombre et l'intensité apte à lui faire la peau. A contrario si le capitalisme vert ne séduit plus guère que Yannick Jadot, Yannick Jadot lui séduit 13% des électeurs. Autrement dit, ce qui est en panne c'est la capacité populaire à penser un monde sans capitalisme.

Cette panne a ses explications. La précarisation fabrique la peur, tétanise les salariés dans leur capacité à penser la production et les conditions de la production. 40 années d'échec des luttes pour l'emploi, 40 années de lent délitement des forces de transformation ont ancré le sentiment que le changement n'est pas de ce monde, donc sortir du capitalisme n'est pas imaginable.

Alors, que faire ? Chacun, chacune peut choisir dans sa vie, dans ses combats, dans son syndicat, dans les orientations de son ou ses associations ce qui n'est déjà plus de l'ordre de la logique capitaliste. Chacun chacune peut agir pour arracher, dans sa commune, partout où il ou elle fait société, de la démocratie pour contredire les choix qui brisent le commun, l'égalité, l'humanité... Et, « *en même temps* » il faudra faire converger,

se fédérer ce bouillonnement dont les gilets jaunes donnent un avant goût.

Les scénarios de maintien du mode capitaliste pour faire société sont-ils pertinents quant à la crise écologique ?

Catherine Destom-Bottin

Le capitalisme a déjà fait la preuve qu'il sait produire et reproduire de la « *nature* ». D'ailleurs il le fait depuis sa naissance. Marx définit l'esclavage et la conquête de l'Amérique comme le moment de l'accumulation primitive. Ce moment est le temps d'une crise écologique majeur dans les îles actuellement françaises d'Amérique. La colonisation a créé sur les îles des Caraïbes une nouvelle nature. La Martinique et la Guadeloupe ne sont pas des terres à cannes à sucre ou à bananes à priori .

Pour que les colons « habitent » ces terres, et y produisent la puissance du royaume de France puis de la République, il a fallu imposer à ces territoires à la fois un génocide et un écocide gigantesques. Le génocide des populations indiennes s'est mené tout à la fois manu militari et « grâce » aux conséquences d'un tsunami écologique conduit en vue d'installer les plantations de canne à sucre. Le colonisateur s'est en effet livré un défrichage titanesque, anéantissant la totalité de la couverture forestière cassant par là même tous les écosystèmes et brisant dans un temps record l'usage de la terre à la fois mesuré et sans propriété des Indiens ainsi qu'on nomme depuis lors les populations des îles des Caraïbes.



Nous avons par le menu, dans les archives, la description de l'extraordinaire capacité du capitalisme à mettre en œuvre des forces telles que son développement s'impose. Je ne vois pas pourquoi ce mode de production bien plus puissant aujourd'hui qu'il ne l'était au XVIe siècle ne serait pas capable de déclencher, au prix qu'elles coûteront, les forces nécessaires à sa survie voire à de nouveaux développements. Donc oui du point de vue de la classe capitaliste ces scénarios sont pertinents. Du point de vue des producteurs de la valeur ces scénarios ne sont pas pertinents car ils supposent une exploitation considérablement accrue avec les moyens de coercition et de violence dont nous avons déjà quelques préfigurations.

Didier Aubé

Le capitalisme a construit la société que nous connaissons en s'appuyant sur l'essor de la « révolution » industrielle par le pillage des ressources grâce au colonialisme. Depuis les années 80, il prend les traits du néolibéralisme opérant la financiarisation de l'économie en donnant le pouvoir aux multinationales et aux marchés financiers. En deux siècles, il a engendré des guerres à l'échelle mondiale et un accroissement, exponentiel ces dernières années, des inégalités. Face aux dérèglements climatiques, le capitalisme tente une nouvelle fois de s'adapter, c'est sa seule qualité ! Sa foi en la technoscience amène des apprentis sorciers à proposer avec la géo-ingénierie, l'ensemencement de l'atmosphère pour absorber les rayons du soleil sans pouvoir en contrôler les effets. En France, le

Le capitalisme vert ne séduit plus.

lobby du nucléaire met en avant l'avenir de cette énergie décarbonée. Il favorise des dispositifs financiers comme le marché carbone, en réalité un droit à polluer, en compensation des désordres planétaires dont il est responsable. Mais la situation écologique de la planète est telle que l'équilibre fragile, façonné au cours de millions d'années, est remis en question y compris pour l'espèce humaine. Le capitalisme, raisonnant à court terme n'est pas en mesure d'inverser les bouleversements qui s'annoncent.

Alain Lacombe

L'examen des comptes de résultats des entreprises, antérieurement appelés fort justement comptes d'exploitation, le montre bien ; c'est par la transformation des ressources naturelles, des matières premières, mue par l'utilisation de l'énergie et le travail des salariés que se construit le profit et l'accumulation capitaliste. Et comme la règle naturelle du capitalisme, même peint en vert, est la

Le capitalisme, raisonnant à court terme n'est pas en mesure d'inverser les bouleversements qui s'annoncent.

rémunération maximum, et la plus rapide possible du capital investi, la surexploitation, et des ressources naturelles, et des travailleurs, s'accélère. Cela d'autant plus que le but n'est plus de produire des biens et des services pour subvenir à nos besoins, mais l'accumulation financière.

Cet « accélérationnisme exponentiel », exacerbé par l'idéologie de la mise en concurrence, a des conséquences de plus en plus graves sur le plan social et environnemental, le milieu naturel comme les travailleurs s'épuisent, avec l'exclusion sociale de ceux qui ne peuvent pas suivre, les déchets qui s'accumulent, le gaspillage, les guerres, les violences... On ne peut pas envisager de stopper cette fuite en avant mortifère sans remise en cause radical du mode de production capitaliste, sans poser la question de l'exigence de transformation de l'activité humaine et de sa finalité.

Peut-on commencer de construire les essentiels d'une société-monde amoureuse des humains et de leur planète ? N'est-il pas temps de dégager de chaque combat les dimensions systémiques écologiques, sociales et démocratique dont il est porteur

Catherine Destom-Bottin

Faisons parler le « *rahui* » une pratique propre à l'ensemble du triangle polynésien.

Le *rahui* en Polynésie, était avant la colonisation, de l'ordre de la prohibition,

la restriction quand à l'usage de terres, au prélèvement de fruits, d'animaux. Le *rahui*, notion structurante de la société, met en intime relation le pouvoir politique et le sacré. Le *rahui* était une décision politique à l'apanage d'un clan, d'une famille au sens large. Une portion de terre était proclamée *rahui* pour avoir été le lieu d'un décès ou parce que tel *Arii* ou groupe d'*Arii* (nobles chefs de clan) manifestaient ainsi leur pouvoir.

Les règles coloniales imposées à Tahiti comportaient l'interdiction du recours aux institutions anciennes contradictoires au déploiement colonial, à l'action des missions protestantes puis catholiques, qui furent et demeurent, particulièrement à Tahiti, des dispositifs majeurs du processus de colonisation. Renouveau identitaire et culturel, les communautés locales Polynésiennes se réapproprient des institutions anciennes comme mode de gouvernance de leur territoire.

Ainsi en Polynésie française (PF), les habitants de Rapa, et de Maiao sont les premiers à rétablir un *rahui* restreignant ampleur et durée de pêche, sur une partie de leur île. Les résultats écologiques sont positifs : préservation de la biodiversité marine enclenchée, augmentation de la biomasse et de la richesse intra-spécifique de poissons. À Teahupoo, le *rahui* est en place depuis 2013 après trois ans de concertation, naît un *rahui* de 700 hectares, qui vise la préservation de la biodiversité. Coraux et poissons y trouvent à Teahupoo un espace-sanctuaire, pour grandir, à l'abri des prédateurs. Le CRIOBE (Centre de

Recherches Insulaires et Observatoire de l'Environnement) confirme ces observations et témoigne d'une forte augmentation de la biomasse et des quantités de poissons à l'intérieur des *rahui*. C'est d'autant plus remarquable que, jusqu'à présent, les codes des pêches, de l'environnement et de l'aménagement, visant à protéger la biodiversité terrestre et marine, n'ont eu dans la pratique que des effets très limités.

Le *rahui* est de fait la mise en œuvre d'un pouvoir politique à une échelle locale par une assemblée autonome du pouvoir étatique et des religions juéo-chrétiennes qui occupent l'espace spirituel polynésien. Une manifestation protestante annuelle célèbre l'arrivée de l'évangile en PF autrement dit le début de la colonisation (5 mars 1797). La cérémonie se déroule en présence du président de la PF et du Haut Commissaire représentant de l'État français en PF.

L'État polynésien tente d'imposer son ordre juridique aux *rahui* locaux. Mais les principes du *rahui* ne s'emboîtent pas dans les logiques administratives et juridiques de PF. Ainsi pour gérer un espace en fonction des calendriers lunaires et du contexte, le *rahui* implique le concours des ancêtres les *tupuna*, des *tahu'a*, littéralement les experts, des *tauta*, experts de la pêche, des *ra'au* experts des soins traditionnels, des *hiroa tumu* experts de la culture et des généalogies. Des cérémonies sont organisées pour prélever temporairement des poissons en vue d'un partage au sein de la communauté,



Pour un nouvel âge de la médecine

Un saut paradigmatique est à faire

pour réaffirmer le rôle primordial du *rahui* à maintenir l'équité et à favoriser le partage. Les *rahui* qui fonctionnent soit hybrident pratiques juridiques à l'occidentale et traditionnelles, ou bien en dehors de tout contrôle étatique.

Les pêcheurs polynésiens mènent un combat aux dimensions systémiques écologiques, sociales et démocratiques manifestes.

Alain Lacombe

Le développement de la démocratie, en particulier la démocratie économique avec la remise en cause du pouvoir des actionnaires, me semble incontournable si l'on veut substituer aux logiques productivistes, une organisation de la société permettant d'optimiser, par l'innovation notamment, l'organisation de la société en fonction d'une finalité sociale supportable.

En fait, chacun de nos combats pourrait être marqué par cette triple urgence : environnementale, sociale et démocratique. Et c'est maintenant que ça se passe. Depuis le Larzac, avec Notre-Dame-des-Landes, avec Fralib, les SCOP, les gilets jaunes, les manifestations des lycéens etc... On voit bien qu'il est possible pour le peuple de contester le pouvoir des actionnaires,

Commençons par inverser le rapport à la nature

par des luttes concrètes, y compris en faisant valoir le devoir de désobéissance civique. L'exemple du combat mené par le CPTG (collectif pour le triangle de Gonesse) montre que l'on peut mettre en échec, et c'est bien parti, le projet Europa City de la famille Mulliez (Auchan), une des plus grosses fortunes.

Ce projet pharaonique rassemble tous les ingrédients du productivisme avec l'urbanisation de terres agricoles parmi les meilleures pour créer un temple du consumérisme délirant.

Mais le CPTG ne se contente pas de s'opposer ; avec CARMA, il fait des propositions alternatives à partir d'une approche radicalement différente de l'aménagement du territoire en présentant un projet économique viable, optimisant les potentialités du site tout en respectant les équilibres naturels et la qualité de vie des habitants et des travailleurs. Oui c'est possible mais pas encore gagné.

On le voit, ça bouge, des initiatives locales intéressantes se développent et font avancer les prises de conscience mais, pour répondre aux urgences, ne faudrait-il pas que cela débouche rapidement sur des perspectives politiques globales ?

Didier Aubé

Commençons par inverser le rapport à la nature. Il n'est plus possible de la considérer comme l'environnement qui nous entoure, de penser que l'Homme est capable de la dominer et qu'il est le maillon central et le plus élevé de l'évolution comme si celle-ci était linéaire.

La nature n'est pas un espace de compétition où seuls les plus forts s'en sortent comme l'a interprété le darwinisme social. De nombreuses recherches montrent que la solidarité et la coopération entre les espèces ont permis leur développement au sein d'un milieu en constante évolution.

A ces conditions, il est possible de s'inspirer de la nature pour penser l'organisation sociale de la planète. En partant des besoins vitaux, construire une société basée sur la solidarité et la coopération, c'est repenser le rapport au travail, l'organisation de la ville, des lieux et des modes de décisions, les liens sociaux, les rapports de genre. ●

La médecine occidentale découle d'une vision hygiéniste, productiviste et positiviste du XIX siècle. On sait tuer les microbes, stériliser. On sait changer des pièces du corps humain. Cette médecine basée sur une rationalité et de l'expérimentation, a contribué à l'amélioration de la santé, à l'allongement de la durée de vie surtout quand elle est liée à des systèmes de santé et de protection sociale accessibles à tous.

Cette vision pose l'homme comme *maître et possesseur de la nature*, le savant surplombant le profane et ne tient compte ni de l'environnement ni du fait que le patient est un être actif.

S'il y a 50 ans, on mourrait surtout de maladies infectieuses, aujourd'hui, sur 100 décès, 70 viennent de maladies non infectieuses. Cette transition met en cause principalement l'environnement.

Or les techniques de soins n'intègrent pas ces données. Nous sommes toujours dans la réparation, même si elle est de plus en plus fine, alors que les maladies chroniques (diabète, cancers, obésité, maladies cardiovasculaires, neurologiques, endocriniennes) explosent sous l'impact des perturbateurs endocriniens. Tous les organismes vivants végétaux, animaux sont contaminés. Depuis 1950, 140 000 nouveaux produits chimiques ont été synthétisés. 5000 sont répandus dans l'environnement, l'alimentation, l'air, l'eau, les cosmétiques, les carburants, les pesticides, les produits nettoyants... avec des effets sur les vivants et leur descendance¹.

1. L'Endocrine Society, organisation de référence au niveau mondial 2015

Nous sommes toujours dans la réparation

La réponse des pouvoirs publics est d'un autre temps :

La CNAM² dans son rapport de 2018 ne propose rien concernant les maladies chroniques environnementales. Le vieillissement est relevé comme principale raison de cette mutation (de nombreuses études montrent que ce n'est pas que cela). On reste à la maîtrise médicalisée des coûts³.

Le 4^{ème} plan national santé environnementale plaide pour une *meilleure connaissance* des effets de l'environnement sur la santé. Comme si les études scientifiques n'étaient pas lues ! Quant aux actions concrètes, il est surtout question de « **Susciter des engagements volontaires des industriels et des distributeurs pour substituer, dans les produits de consommation courante, les substances pouvant présenter des propriétés de perturbation endocrinienne.** (action 41). » On reste sceptique sur l'efficacité de ce flou.

Un saut paradigmatique est à faire, en médecine comme dans toutes les activités humaines. Il nous oppose aux intérêts capitalistes. ●

2. Caisse nationale d'assurance maladie

3. https://www.alternatives-economiques.fr/sante-environnementale-maladies-chroniques-cout-de-linaction/00086679#footnote4_yg2ond0

Sylvie Faye Pastor



Chlordécone : s'émanciper ou périr

L'après catastrophe chlordécone ? Il sera celui des mobilisations écologistes, populaires, porteuses d'une logique décoloniale, émancipatrice.

Tout l'écosystème impacté

Le chlordécone (CLD), pesticide découvert aux États-Unis en 1951, fut répandu contre le charançon, au pied des bananiers des Antilles entre 1972 et 1993.

Cette molécule, perturbateur endocrinien, classée cancérigène probable, contamine aujourd'hui plus de 25% des terres agricoles de Martinique et de Guadeloupe pour une durée de 60 ans à 7 siècles. Durant son usage légal (1972 à 1993), 1/6 des 1800 tonnes de substances actives de CLD produites dans le monde, fut répandu sur plus d'1/4 de la surface agricole utile des deux îles. Entre 80 et 100% des sources d'eau sont contaminées. Cette pollution généralisée, s'étend à l'ensemble des écosystèmes de ces îles, on ne dispose aujourd'hui d'aucune méthode de décontamination probante.

Des conséquences humaines terrifiantes : présence de CLD dans le sang de 90% de femmes enceintes, dans le lait maternel 72 heures après accouchement chez 40% des enquêtées, diminution du temps de gestation, atteinte au développement cognitif et moteur du petit enfant, lien avéré entre exposition professionnelle au CLD et survenue du myélome multiple, augmentation des risques de cancer de la prostate. La contamination au CLD touche 90 % de la population martiniquaise et guadeloupéenne soit près de 700 000 personnes.

40 années de luttes

Années 80, des luttes s'engagent, associatives puis syndicales, plus tard politiques. Réapparaît la formule de Césaire pointant la relation à la métropole : ci-



toyen non pas « à part entière, mais entièrement à part » Le poète l'avait formulée lors du procès des indépendantistes guadeloupéens de 1967.

Les actions pour interdire commerce et utilisation sur les sols antillais du CLD, se heurtent aux autorisations d'usage de 1972, 1976 et 1981. Elles se cognent aux dérogations à l'interdiction de 1992 à 1993. S'ajoute que 96 % des bananes produites en Martinique et Guadeloupe sont consommées en France hexagonale. Or la pollution au CLD épargne le fruit, seule la terre est contaminée. Enfile alors le sentiment qu'on produit pour eux, là-bas, le fruit qu'ils mangeront sans dommage, mais qui tue ici. Parallèlement, alors que le CLD est interdit sur le territoire hexagonal depuis 1990, la succession de dérogations à l'arrêt de l'utilisation du chlordécone, toujours formulées par les pré-

fets, renforce encore l'interrogation des martiniquais et guadeloupéens quant à leur citoyenneté.

Contester la propriété privée...

Cependant le développement des luttes pour l'interdiction du CLD comporte des formes qui dépassent la seule interrogation citoyenne pour commencer de contester la propriété privée de la production bananière. La catastrophe écologique ignore la propriété privée. Les échanges organiques chimiques physiques du biotope ne s'arrêtent pas au seuil des bananeraies. Les batailles contre le CLD, puis contre les épandages aériens de pesticides destinés à le remplacer, ont amené une part de la population à choisir de bafouer la puissance de la propriété privée dans sa forme héritée de la période esclavagiste, et demeurant aujourd'hui.

1848, 1946 et maintenant

Le combat écologiste en Guadeloupe et Martinique a cette dimension remarquable qu'il remet en cause la topographie politique coloniale qui marque le paysage de ces deux îles. L'institution de la plantation comme mode « d'habiter » est sa caractéristique principale. Depuis le XVIIe siècle la plantation est un espace de propriété privée, dont la responsabilité est l'apanage du seul propriétaire. Certes, le Code Noir tenta de réguler les pratiques internes à la plantation au profit du royaume. Mais le « tout pouvoir du maître » à l'intérieur de la plantation, jadis sur le corps des esclaves, mais qui, quant aux orientations économiques, politiques et de gestion de la plantation, a demeuré. Preuve en est, « la plantation » aux Antilles désigne non seulement la terre où sont plantées les bananes, mais aussi la propriété dans laquelle habite le maître. Cela en



La démocratie économique contribue à l'écologie

fait un espace hors responsabilité civile, hors autorité étatique. La plantation, malgré la départementalisation de 1946 est demeurée jusqu'à aujourd'hui un lieu à part, le Béké y règne en maître.

Depuis l'abolition de l'esclavage en 1848, les conflits du travail ont concerné essentiellement des améliorations des conditions de travail, et de salaire, la revendication d'autogestion restant rarissime. De même, ni l'abolition de 1848, ni la départementalisation de 1946 n'ont été jusqu'à présent suivies de réforme agraire.

Sortir de la topographie coloniale

Les conflits écologiques contre le CLD puis les épandages aériens sont probablement les premiers conflits dans l'histoire des Antilles à ébranler le principe plantationnaire.

6 octobre 2012 ; le « collectif contre l'épandage aérien et l'empoisonnement des martiniquais » organise dans la com-

mune du Lamentin, une marche aux flambeaux intitulée : « non à l'épandage - au peuple la légitimité ». Une vingtaine d'organisations diverses, agriculteurs, professionnels de santé, militants écologistes, membres de partis politiques, syndicalistes et citoyens inquiets font cortège. Quittant la rue, il entre sur la plantation Lareinty. Du jamais vu. Forme et fond, cette manifestation s'est voulue explicitement appropriation du débat public en même temps que violation consciente et spectaculaire de l'espace privé plantationnaire. Ainsi, les descendants des « nègres marrons » qui

fuyaient la plantation ont cessé de lui tourner le dos, pour y faire une entrée jusque-là inimaginable et commencer d'y construire leur responsabilité politique. ●



Catherine Destom-Bottin

Cet article s'est appuyé sur la thèse de Malcom Ferdinand : « Penser l'écologie depuis le monde caribéen » <http://theses.md.univ-paris-diderot.fr/FERDINAND-Malcom-1va-20160930.pdf>

Scop-TI et La Belle Aude

Ces deux Scop ont été créées à la suite d'une lutte sociale dans laquelle les salarié.es se sont opposé.es à la fermeture de leur usine. La première, anciennement Fralib et filiale d'Unilever, fabriquait des sachets de thés et d'infusions sous les marques Lipton et Eléphant.

La seconde, anciennement Pilpa et filiale du groupe R&R, confectionnait des glaces pour des marques distributeurs. Au terme d'une lutte éprouvante pour ses travailleur.ses, l'activité de ces deux entreprises a été maintenue avec la création de ces deux SCOP. La théorie néoclassique de l'homo œconomicus explique que ces travailleurs, en position de décider, auront à cœur de maximiser leur rémunération en développant la valeur ajoutée de l'entreprise. De facto, la question des rémunérations y a toujours été sensible car le démarrage a été tout sauf un parcours de santé.

En dépit de ces difficultés économiques, les sociétaires se sont aussi fixés des objectifs en terme de qualité de production. Pour les premiers, il s'agit de rompre avec les arômes de synthèse d'origine chimique

pour leur préférer des arômes naturels. De même, plutôt que de s'approvisionner à l'autre bout de la terre, pratique fortement émettrice de gaz à effet de serre, ils ont décidé de relancer une filière locale de tilleul en agriculture biologique. Pour les seconds, les glaces sont désormais réalisées avec du lait entier et des arômes naturels, si possible de proximité. Cette réappropriation du travail par les salarié.es nous montre, qu'à côté de la maximisation de la valeur ajoutée, un autre phénomène apparaît : la volonté de réaliser un travail de qualité, d'aller au travail le matin en sachant qu'il est utile à la société dans son ensemble. Une rupture fondamentale avec l'ordre ancien dans lequel le travail était prescrit en vue de la valorisation du capital : la désaliénation du travail rejoint l'impératif écologique. L'éviction des actionnaires et la démocratie économique sont essentielles pour la sauvegarde de la planète. ●



SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE OUVRIÈRE PROVENÇALE DE THÉS ET INFUSIONS



Benoit Borrêts

DEMOCRATIE ET ORGANISATIONS

Après une première rencontre sur la question des aspirations à la démocratie et une séance d'approfondissement interrogeant les possibilités de son exercice dans des espaces géographiques de grande échelle, la réflexion s'est prolongée le samedi 11 mai 2019 lors d'une journée intitulée « Démocratie et organisations ».

Synthèse par Lydia Martins Viana

L'exercice est délicat et périlleux. Comment rendre pleinement compte en quelques malheureux signes de la richesse des réflexions menées toute une journée durant par vingt-cinq participants autour de questions aussi importantes que l'acquisition du pouvoir d'intervention ; les droits humains fondamentaux ; l'articulation aspirations individuelles et agir collectif ; l'écriture de la loi ; les rapports entre dissensus et consensus ; la conception et la place des organisations révolutionnaires... Face à l'impossibilité de la tâche, essayons modestement de retenir quelques idées clés.

Enjeu d'une culture commune

Un enjeu central semble éclore au cœur de tous les autres : l'impérieuse et même l'absolue nécessité de travailler aux conditions d'émergence d'une culture commune. Les interventions qui n'ont eu de cesse d'osciller entre des références historiques considérées incontournables et une actualité, principalement marquée par le mouvement des gilets jaunes, ont toutes pointées à leur manière cette exigence. La journée fournit quelques ingré-

dients constitutifs de cette culture.

- L'importance de l'utopie, non pas comme perspective d'une société idéale, mais comme cap pour donner un sens unificateur à des aspirations et approches nécessairement multiples. L'enjeu ici est de transformer un désir intime en une réalité sociale tangible qui permette à la fois une représentation individuelle des désirs communs et une représentation collective des désirs individuels.

- L'exigence de remettre au cœur de l'organisation sociale les droits humains fondamentaux historiques, en les actualisant à l'aune des problématiques et enjeux d'aujourd'hui. Une dynamique des droits conçue comme ouvrant la voie à une dynamique de transformation sociale.

- La réaffirmation de principes politiques, économiques, sociaux, culturels communs, comme fils conducteurs des luttes pour l'émancipation collective. Des principes qui ne devraient pas faire simplement office de préambule à des textes, mais être pleinement intégrés dans des articles de loi.

- La nécessité d'une démocratie vivante,

autogestionnaire, comme but, chemin et culture : aucune loi ne peut être pleinement effective sans reconnaître à des collectifs de personnes directement concernées le droit à l'information, à l'intervention et au contrôle pour qu'ils et elles s'assurent des études, des options, des discussions publiques, et de l'application des décisions.

- L'arrachement à la norme comme condition pour exister, être visible et mener des luttes politiques : « ne pas produire seulement de l'empathie, mais aussi de l'adversité. »

- L'école et l'éducation populaire comme espaces de formation à la capacité d'intervention citoyenne.

En résumé, au cœur de cette culture commune à bâtir : la perspective d'un dépassement du capitalisme ; des objectifs d'émancipation ; et peut-être un concept qui pourrait s'avérer structurant : l'égaliberté (concept développé par Etienne Balibar).

L'organisation : un outil et non une fin

La fin de la journée a été consacrée à la question de l'organisation : quelle or-

ganisation politique pour unifier la lutte ? Une organisation est nécessaire. De quel type, quelle forme, quelle conception, les réponses ne vont pas de soi. Elles sont même partagées. Ce qui apparaît plus spontanément, c'est ce dont l'ensemble des intervenants ne veut plus : une structure dont la finalité se perd et se confond dans l'enjeu même de son existence, éloignant d'elle celles et ceux qui en ont le plus besoin ; ou encore une organisation reproduisant la conception délégataire dominante. L'organisation doit être un outil et non pas une fin. D'autres écueils sont pointés : « *L'un des pires risques serait que de possibles mobilisations et exigences se laissent engluer dans un Front dominé par des projets contradictoires et d'intérêts politiques* » ; « *il est demandé aux exploités et dominés de faire preuve d'anticonformisme vis-à-vis de la société et au nom de l'efficacité, il leur est demandé de se plier à une autre mise en conformité dans l'organisation, la dé- possession de chacun paraissant garantir l'intérêt collectif et la démocratie* »...

Travailler le rapport entre le Je et le Nous, comme cela a été fait au cours de la matinée, permet d'appréhender autrement les rapports des individus aux organisations. « *La politique ne consiste pas à transmettre mais à favoriser la construction par les intéressés de leur propre transformation* », cette affirmation est largement partagée. La fonction de l'organisation n'est en effet pas de se substituer aux individus qui seraient par nature défaillants. Elle consiste, en soumettant des repères, en permettant des expérimentations, en formulant des propositions, à permettre à chacune et

chacun de prendre part à tous les moments de la production politique, pour, toutes et tous ensemble devenir force politique. Autrement dit, comme cela a été dit, le choix pour s'organiser ne se situe pas entre spontanéité ou centralisme, il est mutualisation d'individus responsables et libres de leurs initiatives. Cette conception engendrera inéluctablement son flot de divergences, qui devrait être appréhendé non comme un frein mais comme un stimulateur, un moteur de recherche.

Sur la forme concrète de cet espace politique, les avis sont multiples : disons-le tout de même, la forme parti n'a pas la côte. Il est d'ailleurs rappelé que la Première Internationale mêlait sans problème partis, syndicats, associations et même une fanfare et une entreprise de pompes funèbres, tous sur un pied d'égalité quant à la participation. Ce qui ne manqua pas de déclencher l'hilarité de la salle, et pourtant... « *C'est après l'écrasement de la Commune et en confondant écrasement et échec, que la Seconde Internationale a considéré que l'on ne mélangerait plus les serviettes avec les torchons, que le mouvement ouvrier s'est éloigné des postures subversives, a dissocié social et politique en glissant vers le « prise » du pouvoir d'Etat.* »

Pour aller plus loin, certains évoquent la notion de « fédérés » en pensant à la multiplicité de structures locales ou d'entreprises, qui pourraient fonctionner à leur gré, mais dont les apports seraient mutualisés à des échelles plus grandes ; d'autres pensent à une dialectique de mouvements auto-organi-

sés et de « représentation », couplée à une articulation de luttes ponctuelles et d'organisations permanentes (ayant des fonctionnalités utiles au mouvement social ou au contraire entrant en conflit avec lui) ; d'autres encore font référence au « parti-mouvement » se fondant sur la nécessité d'une organisation politique à même de procéder à l'élaboration d'un projet alternatif généraliste s'enrichissant des apports et contributions des structures syndicales et associatives.

Tous semblent cependant s'accorder sur la pertinence de s'appuyer sur des utopies concrètes, dont la multiplicité des approches et des parcours de celles et ceux qui les portent peut permettre de converger vers la construction d'une culture politique nouvelle.

Mais à l'évidence, tout cela mérite encore du travail et des éclaircissements qu'une réflexion collective autour du texte de Marx *Programme de Gotha* (1875) pourrait venir judicieusement éclairer, comme cela a été suggéré.

Une manière de prolonger cette journée et de lever les doutes qui se sont exprimées en conclusion sur non pas la pertinence des échanges, mais leur utilité pour dépasser le stade actuel de ce qu'il convient de nommer l'impuissance générale. ●





Douleur et Gloire de Pedro Almodovar

Un cinéaste vieillissant (Salvador –Antonio Banderas) se plonge dans son passé. Nous voyons des flash-back entre aujourd'hui et l'enfance de Salvador lorsqu'il vit avec sa mère (Pénélope Cruz) et son père dans la misère au fond d'une caverne. La découverte de son homosexualité lorsqu'il voit la nudité de l'ouvrier qui travaille pour sa mère, la mort de sa mère, l'incapacité à continuer son métier à cause de ses problèmes de santé. Et le retour fugace de son amour de jeunesse.

Ce film est, je trouve, le plus accompli d'Almodovar. Tout en finesse et filmé avec beaucoup d'élégance et de sobriété. En sortant de la salle on se pose la question : récit autobiographique ? Mais poser la question est déjà y répondre. En effet Almodovar n'a pas caché le caractère intime et autobiographique de ce film. Il aurait mérité la palme d'or il n'a eu que le prix d'interprétation masculine pour Antonia Banderas. Et rappelons qu'Almodovar n'a jamais eu la palme d'or à Cannes mais son œuvre est immense.

Il reste une des grandes figures du cinéma espagnol.

Un film à ne pas rater...

● DANIEL ROME



Le corps de la lettre

Depuis l'ordonnance royale d'août 1539 dite de Villers-Cotterêts le français devient la langue officielle. Mais notre langue comme les 6000 autres parlées à travers le monde ont une histoire commune, celle de l'humanité et un autre point commun : des codes d'écriture qui ont commencé par l'alphabet. C'est ce voyage dans lequel nous emmène Pierre Bergounioux. Dans le désert du Sinäï on a découvert le premier alphabet inventé par les esclaves égyptiens et juifs qui travaillaient dans les mines. Cela nous fait remonter au 2ème millénaire avant notre ère. Bergounioux retrace l'histoire de la lettre et il nous éclaire sur l'histoire multi-millénaire de notre écriture. Il explique que la forme de chaque lettre de notre alphabet a toute une histoire. Ainsi le A « c'est la tête inversée du taureau aleph, en hébreu, qui pointe les cornes. B c'est bet, la maison à toit plat ». Les signes linguistiques sont à l'origine de tout symbolisme pour reprendre les propos de Julia Kristeva. Enfin Bergounioux affirme que l'invention de l'imprimerie a été une véritable révolution technologique pour transmettre les idées. Mais sommes nous les derniers représentants de l'ère Gutenberg, s'interroge-t-il ?

Cet écrivain talentueux nous offre un petit bijou que nous vous recommandons.

● DANIEL ROME

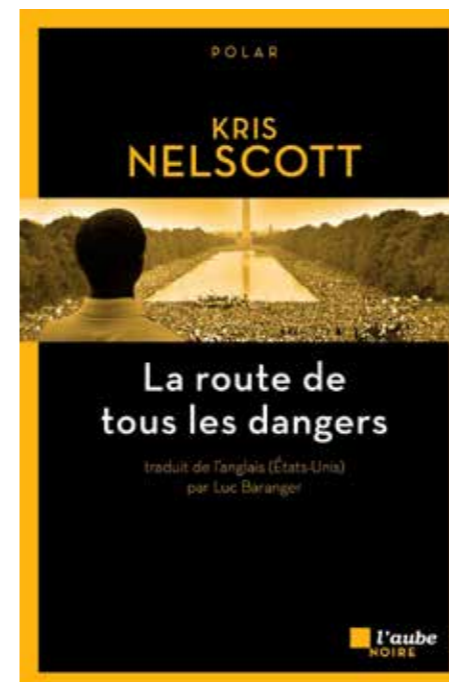
Le corps de la lettre, Pierre Bergounioux, Editions Fata Morgana, 2019, 64 pages Illustrations de Jacque Barral



Exposition centre Pompidou : « Préhistoire, une énigme moderne »

Il est assez agréable quand on va voir une exposition de ne pas trop en savoir avant, pour laisser libre cours à son imaginaire et se laisser bercer par la découverte de l'exposition. C'est ce que j'ai fait quand je suis allé voir au centre Pompidou à Paris « Préhistoire, une énigme moderne ». Vous entrez dans une pièce noire où perce une fine lumière pour apercevoir un crâne d'homo sapiens de -28 000 ans, seul... Nous pensons tout d'abord à une expo digne du musée de l'homme. Puis au gré des salles nous découvrons des œuvres d'une multitude d'artistes qui ont été fortement inspirés par l'art préhistorique. Louise Bourgeois, Cézanne, Odilon Redon, Alberto Savinis, Chirico, Picasso, Max Ernst, Yves Klein ou encore Georges Bataille pour ne citer qu'eux. Il y a 40 000 ans nos ancêtres pratiquaient l'art sur les parois des cavernes et nous ont laissé de magnifiques chefs-d'œuvre. Cette exposition est donc un fil conducteur entre la préhistoire et l'art contemporain. Un fil conducteur fascinant qui met en lumière les mythes fondateurs de l'humanité notamment la caverne. On ne peut que recommander cette expo !!

● DANIEL ROME



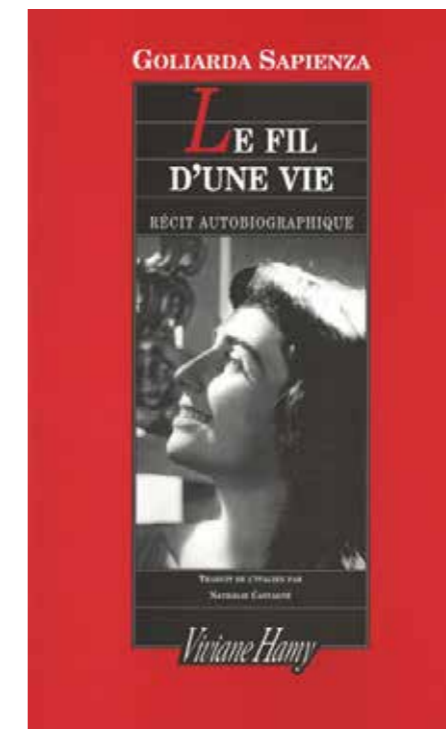
« La route de tous les dangers »

Amérique années 60. La montée du mouvement des droits civiques. L'émergence des Blacks Panthers. L'assassinat de Martin Luther King. Et ce détective forcément un peu décalé de Smockey Dalton. Kris Nelscott a livré là un polar qui résonne bigrement dans ces temps troublés où les cow-boys racistes se font entendre plus et trop fort. Cette intrigue en noir et blanc délivre aussi quelques tableaux de Chicago et de Memphis. Secrets de famille, « bavures » policières, racisme ordinaire et institutionnel concoctent une trame de fond de ces années 68 aux USA. Trajectoires individuelles et rudes communs se font écho.

Cette route là est celle aussi de rendez-vous ratés.

● PATRICK VASSALO

« La route de tous les dangers » Kris Nelscott- Editions de l'Aube, 2005 - 379 pages- 21 €



Le fil d'une vie

L'auteure du magnifique « Art de la joie » nous livre ici un furieux déroulé. Fil de vie d'une enfance ensuquée par le fascisme ; fil étioilé par la pression sociale sicilienne ; effilochement d'un rêve bégayant entre comédie et maladie. Par où passe ce souffle ? De quoi s'entretient-il ? Quelle chevauchée existentielle s'étire ainsi, laissant au fil des pages l'indicible disputer à l'insupportable ? Ce livre en deux récits autobiographiques peut constituer une belle découverte de Goliarda Sapienza.

● PATRICK VASSALO

« Le fil d'une vie » - Goliarda Sapienza- Editions Viviane Hamy- 2008- 343 pages- 22 €



Les patrimoines de France

Alors que vont reprendre les migrations estivales et au moment où « Des racines et des ailes » nous expose chaque semaine un pays remarquable, cette « encyclopédie » du voyage nous propose de découvrir 126 sites, pays d'art et d'histoire ou secteurs sauvegardés. Présentation claire, pratique, concise, ce guide est un bel outil que les passionnés et curieux utiliseront avec gourmandise. On regrettera cependant le peu de patrimoine industriel et la quasi absence du patrimoine immatériel.

A feuilleter au fil de nos envies. Index et cartes à l'appui.

● PATRICK VASSALO

« Les patrimoines de France » guides Gallimard- Encyclopédies du voyage- 2009- 693 pages- 35 €



LES 3 VIES DE LUCIEN SÈVE

5 juin nous rentrons sous la coupole de l'espace Niemeyer à « Fabien » comme disent les communistes pour voir « les 3 vies de Lucien Sève ». Moment d'émotion de se retrouver dans ce lieu qui accueille pendant des décennies les réunions du comité central du Parti Communiste, alors une des principales forces politiques du pays. On retrouve des têtes connues, des militants de jadis et aussi des jeunes étudiants de l'UEC. Moment d'émotion pour Lucien Sève qui fréquenta assidûment ce lieu de 1970 à 1994. Moment d'émotion pour nous tous de retrouver un homme jeune, de 92 ans, encore plein de projets d'écriture et de recherche. Le film réalisé par Marcel Rodriguez a le mérite de présenter le parcours d'une figure intellectuelle qui a marqué l'histoire du Parti communiste ces cinquante dernières années. On voit tour à tour la jeunesse de Lucien Sève sa naissance à Chambéry et son parcours jusqu'à la rue d'Ulm, portrait haut en couleurs et l'on découvre un Lucien Sève passionné de musique ayant pratiqué le violon, et nous parlant avec beaucoup de ravissement comment la Chaconne de Bach l'a ému aux larmes, un Lucien Sève cinéphile et ses premiers articles dans des revues spécialisées. Ensuite nous découvrons le professeur de philo qui a failli être révoqué de l'Éducation nationale à cause de son engagement communiste en pleine guerre froide où le communiste était l'homme à abattre. Le film nous montre sans nostalgie aucune les grands moments du PCF où Lucien Sève a participé activement, en marquant de son empreinte des temps forts comme le comité central d'Argenteuil en 1966 sur la culture ou le 22^{ème} congrès et l'abandon de la « dictature du prolétariat » ou encore les moments difficiles et tendus où Lucien Sève et ses amis ont tenté de montrer que le PCF, sur le plan stratégique, faisait fausse route, mais en vain. A toutes les étapes de sa vie on sent entremêlés le chercheur et le militant, dominés par la rigueur de pensée et la bienveillance envers ses semblables.

Pour Lucien Sève, nous pouvons espérer une 3^{ème} vie grâce aux progrès de la médecine et l'amélioration de la qualité de vie. Depuis ses 60 printemps il n'a jamais été aussi actif et il montre, avec lucidité et force de conviction, que la vie est un combat permanent et qu'il n'y a pas de fatalité de la loi de la courbe en cloche où, passé un certain âge, nous commencerions la tragique descente avant d'être taquiné par la camarade. S'interrogeant sur la vieillesse, Lucien Sève écrit aujourd'hui : « Question théorique d'immense enjeu pratique : il ne s'agit de rien de moins que de savoir si ceux et celles qui bientôt constitueront le tiers du genre humain vont être largement traités comme une charge sociale oisive, insupportablement croissante ou comme les pionniers d'une troisième vie à part entière, capable de transfigurer le sens même des deux vies précédentes – celles de la formation initiale puis du travail professionnel. ». Aujourd'hui cette 3^{ème} vie est remise en cause par les tenants du néolibéralisme.

L'œuvre de Lucien Sève est considérable, centrée sur la pensée de Marx et sa visée communiste. Je lui dois beaucoup sur le plan intellectuel et cette soirée m'a donné beaucoup d'énergie pour poursuivre nos combats communs. Je lui adresse mon affectueuse amitié.

Daniel Rome



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Patrick Silberstein, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, d'Alternative libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis sur la nouvelle formule cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr